

## MAIRIE DE SAINTE EULALIE GIRONDE

### PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 09/12/2019

L'an deux mille dix-neuf, le neuf décembre, le conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Hubert LAPORTE, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : le mardi 3 décembre 2019

**Présents :** Mesdames et Messieurs LAPORTE, AYAYI, COMPAGNON, Y. LAURENTJOYE, L'HOSTIS, CANUDO, YANINI, BORIES, DUTRUCH, HURIER, DUVERGER, MARIE, CAJIDE, TAPIOLAS-CHAPSAL, VALLET-DE CEA, SEGUIN-GENESTE, DECONZANET, PERRY, BLANCHARD, HEINRICH-PAILLERET, GOUDEAU.

**Excusés ayant donné pouvoirs :**

M. DA PONTE ayant donné pouvoir à M. H. LAPORTE,  
Mme O. LAURENTJOYE ayant donné pouvoir à M. Y. LAURENTJOYE,  
M. BARTHES ayant donné pouvoir à M. YANINI,  
M. RAKOTOARISOA ayant donné pouvoir à M. COMPAGNON,  
Mme HEINRICH-PAILLERET ayant donné pouvoir à M. BLANCHARD (à partir du point n°12).

**Absents :**

M. LABAT,  
Mme HERVE.

Mme AYAYI est nommée secrétaire de séance.

► **Vote à l'unanimité** du procès-verbal du Conseil Municipal du 14 octobre 2019.

► **Rajout de 2 points à l'ordre du jour :**

- Consultations levé topographique, détections de réseaux et diagnostic amiante et termites pour le projet de nouvelle salle de sport,  
- Consultation achat de blocs béton.

└ **Vote à l'unanimité.**

► **Point n°13 sorti de l'ordre du jour** (pose d'une porte – Accès couloir bureau de Police Municipale).

***Début de la séance à 18h45***

#### **1. Débat d'Orientations Budgétaires 2020**

→ Déclaration de M. le Maire :

**« Débat d'Orientations Budgétaires : le temps des choix »**

Le Conseil Municipal de Sainte-Eulalie doit débattre ce soir des orientations budgétaires de la Commune. C'est un moment fort, qui permet de fixer la trajectoire que vont prendre les finances municipales pour l'année 2020 mais aussi pour les prochaines années.

#### **A/ LE FONCTIONNEMENT**

##### **I – La stabilisation des recettes de fonctionnement**

Comme vous le savez, nos recettes de fonctionnement proviennent de la fiscalité, inchangée depuis 12 ans ; de la Dotation Globale de Fonctionnement de l'Etat, des produits des régies, de subventions de fonctionnement, de remboursement d'assurances et de loyers perçus.

##### ***1/ La première de nos recettes est la fiscalité locale***

Je vous propose ce soir de faire le choix de ne pas les augmenter.

Nous nous fixons donc l'objectif d'équilibrer notre budget sans aucune augmentation des 3 taux des impôts locaux (taxe d'habitation 16.90%, taxes foncières sur les propriétés bâties 22.93% et non bâties 51.24%).

C'est un engagement fort de ne pas augmenter les impôts locaux que nous avons pris devant les Eulaliens et nous tiendrons cette année encore cet engagement pour la 12ème année consécutive.

A Sainte-Eulalie, nous sommes attentifs à la fiscalité simplement car nous voulons soutenir les ménages les plus modestes et préserver le pouvoir d'achat des Eulaliens.

Par ailleurs, le principe de dégrèvement complémentaire à celui de 2019, de la taxe d'habitation et qui vise à terme à dispenser de taxe d'habitation les foyers d'ici à 2023 comme prévue dans la loi de finances se poursuit. L'abattement sera soumis à condition de ressources. En 2020, elle sera définitivement supprimée pour 80% des Eulaliens.

L'Etat doit compenser à l'euro près la Commune pour la perte de cette recette, à l'exception des éventuelles hausses de taux d'impôts locaux intervenues après 2017 et qui resteront à la charge du contribuable. Ce qui n'est pas le cas pour Sainte-Eulalie puisque justement nous faisons le choix de ne pas augmenter la fiscalité locale.

Ce choix de ne pas augmenter les impôts locaux pour les ménages, conjugué au choix du soutien au développement économique sur la zone commerciale de Grand Tour, nous conduit quand même à une progression notable de nos recettes. Les bases augmentent sur Grand Tour ; notre produit fiscal est passé de 2 325 200€ en 2014 à un attendu de 2 580 000€ en 2020 soit sur ces 6 dernières années, soit une progression cumulée de 781 174€.

C'est bien grâce à cette dynamique que notre situation financière est aujourd'hui saine, équilibrée et maîtrisée.

D'autre part, la Communauté de Communes nous versera en 2020 au titre de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire près de 876 000€.

C'est un montant conséquent certes mais faible comparé aux plus de 1 850 000€ que Sainte-Eulalie apporte à la communauté des communes au titre de la fiscalité des entreprises.

Enfin, nous pourrions raisonnablement attendre près de 260 000€ de recettes liées aux droits de mutations et aux taxes sur les pylônes électriques et sur l'électricité.

## **2/ La deuxième de nos recettes est la Dotation Globale de Fonctionnement**

Pour 2020, la prévision de recettes est de 327 000€, à comparer tout de même avec les 708 826€ perçus en 2013.

Le montant de cette aide de l'Etat est plus que divisé par deux. Le manque à gagner pour la Commune s'élève en cumulé depuis 7 ans à 1 952 000€ !

Pour nous, comme pour la quasi-totalité des communes de France, nous sommes donc toujours dans un contexte de grande rigueur imposé par l'Etat puisqu'aux 11 milliards de diminution des dotations succèdent 13 milliards de réductions de dépenses...

Dans le même temps, la contribution que nous versons via la Communauté de Communes, au fonds de péréquation intercommunal et communal, ne cesse, quant à elle, de grimper !

J'ai conscience qu'évoquer ces chiffres année après année de réduction de notre Dotation Globale de Fonctionnement peut apparaître répétitif mais je crois qu'il est important que tout un chacun et chacune, et pas seulement autour de cette table, ait bien conscience de l'important chamboulement que l'Etat a provoqué en matière de finances locales en l'espace de quelques années, qui nous a obligé à réduire nos projets d'investissement en particulier en terme de voirie et de remise en état de nos trottoirs ou de notre éclairage public.

## **3/ Notre troisième source de recette est constituée des produits de services, quasi stables à 320 000€.**

**4/ Enfin, la quatrième grande enveloppe de recettes concerne les subventions de fonctionnement et de participation** versées par la CAF, le Département, pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi et par la Poste pour notre Agence Postale Communale, qui s'élève à 247 500€.

Elle devrait être en augmentation pour cette année 2020 de près de 30 000€ avec la labellisation de notre Plateforme des Services Publics, au titre de Maison France Service. C'est une nouvelle source de recette pour la Commune. Vu le contexte budgétaire, nous avons là aussi fait le choix d'aller chercher de nouvelles recettes partout où cela était possible.

## **II – Dépenses de fonctionnement maîtrisées sous le niveau de l'inflation**

Nos dépenses de fonctionnement portent essentiellement sur les charges à caractère général et de gestion courante, les charges de personnel et les charges financières.

**1/ Concernant les charges de personnel**, nous faisons le choix de les maîtriser en reconduisant en 2020 le même montant que celui de 2019, à hauteur de 2 850 000€.

**2/ En matière de charges à caractère général**, je vous propose également de faire le choix de poursuivre leur rationalisation et leur maîtrise au même niveau qu'en 2019, autour de 1 290 000€ et ce, malgré l'ouverture potentielle d'une nouvelle classe dans les écoles maternelles et à l'offre de nouveaux services aux Eulaliens, en particulier sur la plateforme des services publics.

**3/ En matière de charges de gestion courante**, je vous propose aussi de faire le choix de poursuivre en 2020 le soutien aux associations, que cela soit financièrement, à hauteur de 300 000€ ou par des prêts de salles, en matériel et en mise à disposition du personnel municipal. Mais l'effort et l'austérité qui nous sont imposés par l'Etat nous contraindront aussi à être très attentifs à la maîtrise financière de ce poste. Je remercie à ce titre les clubs sportifs et associations qui travaillent avec nous à trouver des sources d'économies dans leur propre budget tout en développant des projets pour les Eulaliens. L'objectif fixé ce soir est de maintenir à l'identique les niveaux d'aide financière aux associations.

## **B/ L'INVESTISSEMENT**

En investissement il y a beaucoup à faire mais nous devons agir par priorité.

Nous avons fait le choix d'être attentifs à chaque euro dépensé en examinant pour chaque action la pertinence des projets et leur utilité pour le plus grand nombre d'Eulaliens.

Nous devons, pour 2020, construire un budget équilibré, qui préserve nos capacités de mener à bien nos projets, qui confirme notre volonté d'améliorer la qualité de vie des Eulaliens.

## **I – Aller chercher des subventions pour financer nos recettes d'investissement**

Les recettes de notre budget d'investissement proviennent du fond de compensation de la TVA, des subventions d'investissement du Département, de l'Etat, de la Région du SDEEG et de la taxe d'aménagement.

Pour 2020, la Taxe d'Aménagement, est estimée à 280 000€ environ. Elle est en forte augmentation par rapport à 2019, du fait de nombreux projets à vocation économique réalisés sur la zone commerciale. Je pense à Intersport, à la Foire-Fouille, mais aussi au Marché Bio ou encore à l'Heure du Marché et la Boulangerie Perrin. C'est un atout pour envisager ce budget d'investissement avec sérénité.

Je vous propose néanmoins en vue de financer la construction de la nouvelle salle de sport, de souscrire un emprunt le temps que les subventions attendues pour ce projet soient encaissées. Ainsi, nous conserverons un bon niveau de fond de roulement et d'autofinancement.

## **II – Réduction de notre dette pour préserver notre capacité d'investissement**

Force est de constater que début 2020, la dette de la Commune sera à son niveau le plus bas de ces 20 dernières années ( 2 700 000€ environ). Sur la période 2014-2020, la dette de la Commune a été réduite de plus de 52% passant de 5 665 000€ à 2 712 931€ aujourd'hui. A l'heure où il est demandé aux collectivités territoriales de s'inscrire dans une démarche vertueuse en terme de réduction de la dette publique, la Commune de Sainte-Eulalie a tenu ses objectifs. Pour 2020, je vous propose donc de poursuivre le remboursement de notre dette à hauteur de 308 000€ et de limiter à un niveau équivalent la souscription de l'emprunt long terme destiné à financer la nouvelle salle de sports.

Dans le même temps, notre trésorerie et nos recettes nous permettront de réaliser nos projets d'investissement, en particulier pour lancer la construction d'une salle de sports qui remplacera l'actuelle salle de musculation et les vestiaires du football, poursuivre la réhabilitation du Centre Culturel Dutruch, rénover notre patrimoine, poursuivre l'entretien de nos bâtiments, en particulier en termes énergétique et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, préserver la sécurité des personnes et des biens, remettre en état notre voirie, nos trottoirs et notre éclairage public, créer des nouveaux espaces verts, soutenir l'éducation, défendre notre qualité de vie et notre environnement et plus généralement nous inscrire dans une démarche vertueuse et durable qui place les Eulaliens au cœur de nos projets.

Ces priorités, sans forcément avoir un impact financier important sur notre budget, se traduiront par des actions concrètes, des choix quotidiens.

Mais aujourd'hui, dans le cadre de ce débat général, je veux confirmer l'ambition que nous portons pour Sainte-Eulalie sur tous ces sujets.

## **CONCLUSION**

Vous l'avez compris, nos marges de manœuvre sont étroites, mais nous avons fait le choix, cette année encore, d'être responsables, d'être les garants de la pérennité financière de Sainte-Eulalie. Continuons de demeurer attentifs à nos finances qui restent fragiles, de contenir nos dépenses de fonctionnement pour conserver une capacité d'investissement et de limiter notre endettement. Cette ligne de conduite est celle que nous mettons en oeuvre depuis plusieurs années maintenant, je vous propose de la privilégier cette année encore.

Elle nous permet tout simplement, et ce n'est pas rien, de poursuivre l'amélioration de la qualité de vie de tous les Eulaliens tout en rendant comme toujours notre ville plus vivante et plus attractive.

Voilà ce que je souhaitais vous dire en introduction de ce débat sur les orientations budgétaires 2020. »

→ M. BLANCHARD demande si l'aide de la Poste afin de financer l'Agence Postale Communale couvre toutes les dépenses.

→ M. le Maire répond que cette aide couvre la moitié du coût de fonctionnement de l'Agence Postale Communale (APC), le restant étant à la charge de la Commune.

→ M. BLANCHARD évoque avec humour le fait que la municipalité souffle le chaud et le froid avec des sujets actuels comme le crématorium et la patinoire et que par ailleurs il ne voit aucune mention du crématorium dans la note sur les orientations budgétaires.

→ M. le Maire répond que les coûts de ce projet sont pris en charge par la Société des Crématoriums de France.

→ Mme HEINRICH-PAILLERET demande combien de classes seront ouvertes à la rentrée prochaine, si cela correspond à une ou deux classes comme mentionnées dans la note.

→ Mme AYAYI répond qu'une rencontre a eu lieu avec l'inspecteur de l'Education Nationale la semaine précédente. Elle précise que la réforme vise à alléger le nombre d'élèves par classe et qu'une ouverture de classe est prévue à ce jour. S'il y en avait 2, il serait examiné un rééquilibrage des effectifs entre les 2 écoles et les modalités organisationnelles seraient revues par la Commune.

→ **Le Conseil Municipal prend acte du débat sur les orientations budgétaires 2020.**

## **2. Acquisition parcelle AY11**

→ M. le Maire explique qu'au vu des projets d'aménagement d'espaces publics décrits dans les orientations d'aménagement et de programmation du PLU approuvé le 15 juillet 2019, des articles L1311-9 et L1311-10 2° du Code Général des Collectivités Territoriales et considérant que le projet d'acquisition présente une valeur inférieure au seuil de consultation, la Commune souhaite acquérir la parcelle AY11, située Avenue Gustave Eiffel, pour y réaliser, conformément au PLU, un élargissement de l'espace public en lien avec l'espace naturel et le bassin existant au lieu-dit « les Places ».

Le propriétaire, la société civile G3, représentée par M. Jean-Louis GUILLOT, a confirmé par courrier du 12/11/2019 son accord pour céder la parcelle à la Commune de Sainte-Eulalie.

Il est proposé de procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition auprès du propriétaire de la parcelle AY11 pour une superficie de 2333 m², le prix d'acquisition étant fixé à 93 320 €.

→ M. GOUDEAU demande quel est le but de cette acquisition, créer une nouvelle voie ?

→ M. le Maire répond qu'un projet de jonction avec le Val de Bellassise est porté par Réseau Ferré de France. La Commune souhaite uniquement envisager l'aménagement d'espaces publics et la création d'un espace vert.

→ M. GOUDEAU demande comment le prix a été déterminé.

→ M. le Maire répond que le prix a été fixé sur la base d'estimations des domaines, prix peu élevé au regard du prix du marché.

→ **Vote à la majorité** (3 abstentions Mme HEINRICH PAILLERET, M. BLANCHARD et M. GOUDEAU).

### **3. Acquisition parcelle AD219**

→ Mme BORIES rappelle qu'au vu des projets d'aménagement d'espaces publics décrits dans les orientations d'aménagement et de programmation du PLU approuvé le 15 juillet 2019, des articles L1311-9 et L1311-10 2° du Code Général des Collectivités Territoriales et considérant que le projet d'acquisition présente une valeur inférieure au seuil de consultation, la Commune souhaite élargir la rue de la commanderie des Templiers à 11m d'emprise et a prévu pour cela au PLU un emplacement réservé (N°24).

Le propriétaire du terrain, la SARL Grand Ecran, a confirmé par courrier la cession à l'euro symbolique à la Commune de Sainte-Eulalie.

Il est proposé d'autoriser M. le Maire à procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition auprès du propriétaire de la parcelle AD 219 pour une superficie de 147 m².

→ M. GOUDEAU demande si la rue de la commanderie des templiers est bien celle du crématorium.

→ Mme BORIES répond que oui.

→ M. le Maire répond qu'il y a également à l'entrée de cette rue le projet d'hôtel porté par la société Grand Ecran.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **4. Régularisation de rétrocession de parcelles dans le cadre de la procédure d'abandon**

→ Mme BORIES rappelle que conformément à l'article 1401 du Code Général des Impôts, les propriétaires de terres vaines et vagues, les landes et bruyères et les terrains habituellement inondés ou dévastés par les eaux peuvent s'affranchir de l'imposition à laquelle ces terrains sont soumis s'ils renoncent à ces propriétés au profit de la commune dans laquelle elles sont situées.

La déclaration détaillée de cet abandon perpétuel est faite par écrit, à la Mairie de la commune, par le propriétaire ou par un fondé de pouvoir spécial.

Cette procédure permet de régulariser des situations souvent anciennes et de simplifier le cadastre.

Dans la mesure où ces parcelles sont clairement délimitées et identifiées, la procédure d'abandon de parcelles peut être mise en œuvre.

C'est notamment le cas pour les parcelles suivantes qui touchent le domaine public :

- Parcelles AD116 (17 m²), AD117 (61 m²), AD118 (208 m²), rue des vigneron et rue des fauvettes appartenant aux consorts COLLON ;
- Parcelle AA313 (20 m²), rue Boulière appartenant à M. et Mme DUPERRON.

Il est proposé de procéder aux démarches et formalités nécessaires à la régularisation de ces rétrocessions.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **5. Rétrocession gratuite des espaces communs de la copropriété des Coquelicots à la Commune**

→ M. DECONZANET explique que suite à l'intervention du géomètre et à l'élaboration des documents d'arpentage dans le cadre de la dissolution de la copropriété des coquelicots, deux parcelles à usage public (trottoir) ont été identifiées et omises lors de la rétrocession des espaces communs en 1994. Il apparaît opportun de procéder à la régularisation juridique de cette situation en proposant le transfert de propriété des parcelles AZ344 (98 m²) et BD236 (40 m²) à la Commune de Sainte-Eulalie.

Il est proposé de procéder aux démarches et formalités nécessaires à la régularisation de cette rétrocession.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **6. Devis de mission de géomètre AB6 FEDER pour l'établissement d'un bornage et Document Modificatif du Parcellaire Cadastral rue des neuves**

→ Mme BORIES explique que dans le cadre de l'emplacement réservé n°15 du Plan Local d'urbanisme concernant l'« élargissement de la rue des Neuves à 12 mètres d'emprise », il est nécessaire d'établir un bornage et un Document Modificatif du Parcellaire Cadastral, préalablement à la cession de la bande prévue à l'euro symbolique.

A cet effet, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE a adressé à la commune une proposition de prestations pour l'élaboration du document modificatif du parcellaire cadastral et bornage, pour un montant de 585€HT (702€TTC), qu'il est proposé d'accepter.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **7. Devis de mission de géomètre AB6 FEDER pour l'établissement d'un bornage et Document Modificatif du Parcellaire Cadastral lieu-dit du Friand**

→ Mme BORIES explique que dans le cadre de l'emplacement réservé n°61 du Plan Local d'urbanisme concernant l'aménagement d'une nouvelle voie de desserte au Friand, qui reliera la rue A. Rimbaud au chemin rural pour faciliter l'accès des engins de secours aux maisons les plus isolées du hameau, il est nécessaire d'élaborer un bornage et un Document Modificatif du Parcellaire Cadastral, et ce, préalablement à la cession du foncier prévu à l'euro symbolique.

A cet effet, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE a adressé à la commune une proposition de prestations pour l'élaboration du document modificatif du parcellaire cadastral et bornage, pour un montant de 945€HT (1 134€TTC), qu'il est proposé d'accepter.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **8. Convention avec le Département de la Gironde – mise aux normes PMR des arrêts de bus**

→ M. YANINI rappelle que dans le cadre de la mise aux normes PMR des arrêts de bus du réseau Transgironde, le Département doit réaliser des travaux sur les arrêts de bus dits « Maurel » à proximité de la cuisine des Lucioles ; ces travaux consistent en la réalisation du marquage au sol et de l'implantation de panneaux adéquats sur la voie communale Alfred Pousson.

M. YANINI précise que 3 arrêts de bus supplémentaires seront mis aux normes avenue de l'Aquitaine (sans nécessité de convention car situés sur une route départementale).

→ **Vote à l'unanimité** pour la validation de cette convention entre le Département de la Gironde et la Commune.

## **9. Devis de travaux entreprise ISS sur réseau eaux pluviales rue Pousson**

→ M. YANINI évoque le fait que le réseau d'eau de pluie devant le Pôle Educatif Saint Exupéry est bouché.

A ce effet, une consultation a été menée et l'entreprise ISS a adressé une offre d'un montant de 3 488.12€HT (4 185.74€TTC) pour des travaux sur le réseau d'eaux pluviales rue Pousson qui comprennent :

- enlèvement de la racine
- nettoyage et pompage
- assemblage de la bague en inox
- pause d'une bague de type quick lock big sur la fissure
- un joint en epdm
- filmage de la réparation et remise d'un rapport

→ M. GOUDEAU demande s'il y a eu d'autres offres.

→ M. YANINI répond qu'il n'a été reçu qu'une seule offre et propose de retenir celle de l'entreprise ISS.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **10. Devis ORANGE – dissimulation réseaux rue de la Commanderie des Templiers et Avenue Gustave Eiffel**

→ M. DUTRUCH rappelle que dans le cadre du projet d'enfouissement des réseaux et de réhabilitation de la voirie et de l'éclairage public rue de la Commanderie des Templiers, une convention a été établie entre la société ORANGE et la Commune pour la mise en souterrain des réseaux de communication. En parallèle, un devis a été transmis fixant la participation de la Commune à 652.20€.

En outre, et dans le cadre de travaux de renforcement ENEDIS, d'éclairage public et effacement réseau ORANGE, une convention doit également être établie entre ORANGE et la Commune pour la mise en souterrain des réseaux de communication Avenue Gustave Eiffel ; à cet effet un devis a été transmis fixant la participation de la Commune à 2 471.78€.

→ **Vote à l'unanimité** pour autoriser M. le Maire à signer les devis relatifs aux travaux de dissimulation du réseau téléphonique de la rue de la Commanderie des Templiers et Avenue Gustave Eiffel et à signer les conventions correspondantes avec la société ORANGE ou tout document s'y rapportant.

## **11. Consultation pour la réfection du regard d'eaux usées – cour de la Mairie**

→ M. YANINI explique qu'il est nécessaire de procéder à la création d'un regard d'assainissement dans la cour de la Mairie, afin de permettre un meilleur écoulement des eaux usées.

A cet effet, une consultation a été menée et deux devis reçus :

- l'un de l'entreprise ATLANTIC ROUTE pour un montant de 2 776.95€HT (3 332.34€TTC),
- l'autre de l'entreprise RCP pour un montant de 3 215€HT (3 858€TTC).

M. YANNI propose de retenir l'offre d'Atlantic Route.

→ **Vote à l'unanimité.**

→ **Départ de Mme HEINRICH-PAILLERET** (donne pouvoir à M. Michel BLANCHARD) : le nombre de présents passe à 20.

## **12. Consultation pour l'entretien des locaux et de la vitrerie – Bâtiments communaux**

→ Mme SEGUIN-GENESTE présente et rappelle que le contrat actuel avec ULTRA PROPRE' Services ayant été dénoncé, il convient de lancer une consultation pour l'entretien des locaux ainsi que la vitrerie de certains bâtiments communaux : du Centre Dutruch, du Foyer des Anciens et du Foyer Lavergne (culturisme).

- la première offre a été remise par l'entreprise SOLINET pour un forfait mensuel de 1 374€HT (1 648.80€TTC),

- la deuxième offre a été émise par ULTRA PROPR pour un forfait mensuel de 1 198.78€HT (1 438.54€TTC),

- la troisième offre a été émise par la société ONET pour un forfait mensuel de 1 121€HT (1 345.20€TTC).

Mme SEGUIN-GENESTE propose de retenir l'offre de la société ONET pour un forfait mensuel de 1 121€HT (1 345.20€TTC), soit un coût total annuel de 13 647€HT (16 376.40€TTC) incluant le lavage annuel de la vitrerie.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **13. Achat outillage spécifique à la collecte des papiers**

→ Mme DUVERGER évoque le fait que pour permettre aux agents du service environnement de poursuivre normalement la collecte des papiers jetés sur le territoire communal, il convient d'acheter des embouts de rechange pour pince à déchets.

A ce titre, un devis a été émis de la société GUILLEBERT pour un montant total de 235.95€HT (283.14€TTC), qu'il convient de valider.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **14. Achat de plantations**

→ M. DECONZANET explique que de manière à rendre la commune encore plus arborée et pour remplacer les arbres morts, il est proposé d'acheter un complément de plantations. Pour ce faire ? un devis a été émis par les pépinières charentaises pour l'achat de nombreux végétaux à destination de plusieurs sites de la commune, pour un montant total de 2 479.60€HT (2 727.56€TTC) et complété par le devis de l'enseigne CIC Agriculture Espaces Verts pour l'achat de petit matériel de plantation (tuteurs et autres) pour un montant de 264€HT (316.80€TTC).

M. DECONZANET propose de valider ces deux devis des Pépinières charentaises et de CIC Agriculture.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **15. Fourniture et pose de potelets rue Bizet**

→ M. YANINI rappelle que pour assurer la mise en sécurité des enfants, des passants, des riverains qui empruntent la rue Bizet et afin d'éviter que certains véhicules soient garés de manière anarchique sur le trottoir lors des heures d'entrées/sorties de l'école Saint Exupéry notamment, il convient de faire installer une quinzaine de potelets sur le bord de la voie.

A cet effet une consultation a été menée et deux devis reçus :

- l'un de l'entreprise COLAS pour un montant de 3 605.25€HT (4 326.30€TTC) pour la fourniture et pose de 15 potelets gigogne,

- l'autre de l'enseigne ALINEA signalisation pour un montant de 4 020.00€HT (4 824€TTC) pour la fourniture et pose de 15 potelets gigogne.

→ M. le Maire précise qu'il s'agit d'une demande conjointe des parents d'élèves et des riverains.

→ M. YANINI propose de retenir l'offre de la société COLAS.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **16. Achat d'un nouveau columbarium**

→ M. COMPAGNON rappelle que la demande de crémation étant en forte augmentation ces dernières années, les places au columbarium existant au sein du cimetière de Loume ont été cédées rapidement ; à ce jour, seuls deux emplacements sont libres.

Aussi, il est nécessaire de faire édifier un nouveau columbarium constitué de 9 cases. Pour ce faire, les Pompes Funèbres Quintana ont émis un devis pour un monument (ton tarn moyen) pour un coût de 4 583.33€HT (5 500€TTC) qu'il convient de valider.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **17. Achat matériel RAM**

→ Mme CAJIDE explique que pour le bon déroulé des activités proposées aux assistantes maternelles et aux enfants qu'elles accompagnent, il est proposé d'acheter du petit matériel supplémentaire de puériculture (à savoir des hochets) pour un montant de 49.17€HT (59€TTC) auprès de la société WESCO.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **18. Achat matériel – école Saint Exupéry**

→ Mme CAJIDE rappelle que l'école élémentaire Saint Exupéry a fait part de ses besoins de matériels pour les enfants de la section ULIS, à savoir un Teepee Château Tente au tarif de 36.99€ sur le site internet KESOTO ainsi que des jeux auprès de l'enseigne LACOSTE-MAJUSCULE pour un montant de 127.17€HT (152.60€TTC).

Elle propose de valider ces deux offres.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **19. Achat de matériel – Maison des Arts**

→ Mme AYAYI évoque le fait que la Commune a pris la mesure de l'enjeu de l'éducation à l'image. En 2019, elle a choisi de porter le projet « souvenirs d'enfance ». Le 19 mai 2020, une soirée cinéma réunira l'ensemble des participants et leur famille au Cinéma Grand Ecran de Sainte-Eulalie.

Pour réaliser ce projet, la Commune a fait appel à des professionnels de l'image. Pour autant, l'éducation à l'image a vocation à perdurer dans les pratiques des structures : écoles, accueils de loisirs, médiathèque, centre social et culturel etc...

Aussi, il est nécessaire d'acheter le matériel suivant :

- un Kaiser kit studioliight (deux éclairages sur pied pour lumière vidéo) pour lequel a été reçu un devis de PANAJOU Bordeaux pour un montant de 207.50€HT (249€TTC),

- une carte son Foscuriste (adaptation des sorties du PC portable aux enceintes de façade dans la salle des arts croisés et suppression du bruit de fond) pour laquelle a été reçu un devis d'ESPACE CLAVIERS pour un montant de 140.83€HT (169€TTC).

Elle propose de valider ces deux offres.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **20. Travaux d'extension du réseau ERDF – SCI SACHAVI**

→ M. le Maire explique que par courrier du 11 octobre 2019, et dans le cadre du Permis de Construire n° PC 033 397 18X0023 au 48 avenue de l'Aquitaine, la SCI SACHAVI (Enseigne Intersport) s'est engagée à prendre à sa charge les travaux d'extension du réseau ERDF, à hauteur de 17 025.05€HT (20 430.06€TTC) ; il propose ainsi de faire engager les travaux et d'autoriser M. le Maire à signer la convention et les documents s'y rapportant.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **21. Avenant au protocole d'accord du PLIE**

→ Mme Y. LAURENTJOYE rappelle le protocole d'accord 2015-2019 signé avec le PLIE des Hauts de Garonne et les communes d'Ambarès et Lagrave, Bassens, Carbon-Blanc, Cenon, Floirac et Lormont, ou « feuille de route » du PLIE, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de lutte contre le chômage et l'exclusion, afin de mettre en cohérence les interventions publiques au plan local pour faciliter l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Le protocole d'accord convenu entre l'Etat, le Conseil Départemental de la Gironde et les sept communes adhérentes prévoit les publics cibles suivants :

- personnes en recherche d'emploi sans qualification
- demandeurs d'emploi de longue durée
- bénéficiaires du RSA
- bénéficiaires des allocations spécifiques de solidarité, chef(fe)s de familles monoparentales
- jeunes sortis sans solution des dispositifs Mission Locale

Pour permettre l'accès à l'emploi ou à la formation de ces publics cibles, le Comité de Pilotage a défini 5 orientations stratégiques :

- animation territoriale et ingénierie de parcours
- mise en place de parcours intégrés vers l'emploi
- mobilisation renforcée des employeurs pour l'accès des publics à une plus large palette de choix professionnels et d'opportunités d'emploi
- conseil et développement des compétences des participants du PLIE
- innovation sociales de projets

Sur la période 2015-2019, la Commune de Sainte-Eulalie, dans le cadre d'un partenariat structuré avec les villes de Bassens et de Carbon-Blanc, à travers un référent de parcours affecté à 40% EQTP a accompagné 49 personnes relevant des critères ci-dessus pour un objectif fixé dans les conventions FSE de 98 personnes (50% de l'objectif).

Le nombre d'entrées réalisé est de 27 adhésions sur la période ; le nombre de sorties 33, dont 12 sorties positives. Le taux de sorties emplois durables (CDD de plus de 6 mois, CDI) est de 21% (soit 21 points en-deçà de l'indicateur d'évaluation fixé à 42%) et le taux de sorties en formations qualifiantes est de 15% (soit 7 points au-dessus de l'indicateur d'évaluation fixé à 8%). Ces indicateurs s'expliquent par la difficulté de repérer et de mobiliser des publics ressortissant de la Commune et leur éloignement important du marché du travail quand elles adhèrent au dispositif.

Les statistiques ont été établies du 1er janvier 2015 au 31 août 2019.

A la demande de l'Etat, le Comité de Pilotage et ses partenaires en date du 3 octobre 2019 ont décidé de prolonger le protocole d'accord sur une période de deux ans supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2021, modifiant ainsi les articles 8 et 9 dudit protocole.

Les objectifs quantitatifs globaux passent ainsi de 2 000 accompagnements à 2 560 accompagnements sur la période 2015/2021.

→ **Vote à l'unanimité** pour la validation dudit avenant.

## **22. Renouvellement de la convention avec les Communes de Carbon-Blanc et Bassens pour le poste de référent PLIE**

→ Mme Y. LAURENTJOYE rappelle que les Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constituent un outil de proximité au service des actifs durablement exclus du marché du travail et forment un élément clé du maillage territorial des politiques de l'inclusion.

Leur objectif est de mobiliser et de renforcer l'ensemble des moyens concourant à l'accompagnement de ces publics, via la mise en œuvre de parcours vers l'emploi adaptés à chaque situation individuelle.

Résultant d'une initiative des collectivités locales, les PLIE se définissent comme des entités opérationnelles, associant, à l'échelle d'une ou plusieurs communes, l'ensemble des acteurs institutionnels et des partenaires socio-économiques concernés.

Dans cette perspective, ils ont la possibilité de contribuer au financement d'actions d'accompagnement et/ou en leur qualité de membre d'un organisme intermédiaire de sélectionner des projets éligibles au FSE.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement et fixer l'engagement réciproque des trois villes pour la poursuite de la nouvelle programmation 2020.

En outre, Bassens s'engage à renouveler le contrat de la référente PLIE qui intervient pour les villes de Sainte-Eulalie, Bassens et Carbon-Blanc à raison de :

- 45% du temps pour Bassens, soit pour 100% ETP, 16 heures,
- 25% du temps pour Sainte-Eulalie, soit pour 100% ETP, 8 heures,
- 30% du temps pour Carbon-Blanc, soit pour 100% ETP, 11 heures.

La ville de Bassens procèdera à son renouvellement, à compter du 17/01/2020 par contrat à durée déterminée couverte par la convention de subvention globale 2018-2020 pour la 5ème année du contrat, sur la base du 3ème échelon du grade d'attaché territorial.

L'objectif quantitatif et qualitatif assigné au référent est de procéder à un accompagnement renforcé individualisé auprès de 70 participants PLIE sur équivalent 12 mois avec 38 entrées minimum dans l'année et 38 sorties minimum dans l'année.

La ville de Bassens gèrera la situation administrative de la référente qui sera placée sous l'autorité du Directeur Général des Services.

La ville de Sainte-Eulalie participera au fonctionnement par une prise en charge des dépenses de déplacement au prorata des publics accueillis, soit 25% des frais annuels.

La durée de la convention est reconduite du 1er au 31 décembre 2020.

→ **Vote à l'unanimité** pour le renouvellement de la convention.

## **23. Renouvellement convention SACPA**

→ Mme DE CEA présente la convention qui nous lie avec la SACPA et qui est arrivée à échéance ; elle a pour objet de permettre au Service pour l'Assistance et le Contrôle du Peuplement Animal (SACPA), d'effectuer, à la demande de la collectivité, les interventions nécessaires pour assurer la capture en urgence des animaux errants, la prise en charge en urgence des animaux blessés ou abandonnés, l'enlèvement des animaux morts dont le poids n'excède pas 40kg et la conduite des animaux à la fourrière légale.

Ces interventions sont en effet nécessaires pour limiter les risques pour la santé et la sécurité publique.

Ci-après les nouveaux tarifs 2020 des interventions :

- pour la prise en charge des animaux captifs **87.16€HT**
- pour la capture d'un ou plusieurs animaux à l'aide des moyens adaptés (fusils hypodermiques, lassos, cages, trappes, etc...)
- \* Facturation au temps passé pour la mise à disposition d'un agent et d'un véhicule adapté (de l'heure) **80.00€HT**
- \* Pour la mise à disposition de deux agents et d'un véhicule adapté (de l'heure) **120.00€HT**



- |                                      |                 |
|--------------------------------------|-----------------|
| - pour l'enlèvement d'un animal mort | <b>81.74€HT</b> |
| - pas d'animaux sur les lieux        | <b>81.74€HT</b> |

Mme DE CEA propose d'approuver les nouveaux tarifs 2020 des interventions comme indiqués ci-dessus et le renouvellement de la convention avec la SACPA.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **24. Convention avec le SDIS relative à la réalisation des opérations de contrôle des points d'eau incendie**

→ M. YANINI propose de renouveler la convention relative au contrôle des points d'eau incendie (PEI), selon les modalités suivantes :

- réalisation par le SDIS de la Gironde des opérations de contrôle des Points d'Eau Incendie (PEI) publics de la Commune,
- gestion par le SDIS de la Gironde des démarches administratives nécessaires pour solliciter les propriétaires des PEI privés et de recueillir les informations relatives aux contrôles réalisés sur leurs PEI, afin de mettre à jour la base de données départementale.

La convention sera conclue pour l'année 2020 et arrivera à échéance au 31/12/2020.

→ **Vote à l'unanimité.**

## **25. Recensement population 2020**

→ M. le Maire rappelle que dans le cadre du recensement de la population qui se déroulera du jeudi 16 janvier 2020 au samedi 15 février 2020 inclus sur notre Commune, il est proposé :

- de fixer à 9 le nombre d'agents recenseurs et de compléter l'effectif en cas de désistement dûment motivé par 2 agents recenseurs suppléants,
- de fixer la rémunération sur la base d'un taux unitaire, par dossier complet et validé, qui se détaille ainsi :
  - bulletin de logement (1 par foyer): 1€,
  - bulletin individuel (1 par habitant) : 1.50€,
  - indemnité forfaitaire pour les 2 demi-journées de formation, la journée de repérage et les déplacements : 150€.

La dotation forfaitaire versée par l'Etat à la Commune pour accomplir ce recensement s'élèvera à 8 307€ (contre 10 039€ lors du recensement 2015).

→ **Vote à l'unanimité.**

## **26. Subvention à la Commission Syndicale des Marais de Montferrand**

→ M. DUTRUCH rappelle que la Commission Syndicale des Marais de Montferrand, dotée de personnalité juridique, réunit les communes de : Ambarès et Lagrave, Bassens, Carbon-Blanc, Sainte-Eulalie, Saint Louis de Montferrand, Saint Vincent de Paul et Yvrac, autour de la préservation des marais intercommunaux de Montferrand. Ses missions relèvent de la préservation des usages locaux et ancestraux des marais, du maintien d'un usage raisonné des activités de chasse et de pêche, de l'élevage d'animaux, de promenades terrestres ...

Pour mener ses missions de façon efficace, la commission syndicale bénéficiait jusqu'en 2015, d'une « Maison des Marais », soumise à démolition cette même année pour des raisons de sécurité vis-à-vis du public et des animaux.

Depuis lors, la commission a procédé aux diverses procédures permettant d'envisager la reconstruction d'une maison des marais qui constitue un outil de premier plan pour valoriser, protéger et faire découvrir ce milieu humide, un outil pédagogique, un outil trans-générationnel et social.

La commission syndicale a obtenu un permis de construire en 2017.

Sur le plan budgétaire, la commission est soumise au cadre juridique des communes. Financièrement, ses ressources sont issues principalement de la taxe par habitant perçue par les communes membres, des revenus générés par la mise en pâture des éleveurs des vaches et de chevaux, et des taxes d'occupation du territoire des marais par les chasseurs à la tonne.

Aujourd'hui, dans le cadre du projet de reconstruction de la maison des marais, dont l'étude porte le coût à 147 804€, la commission est à la recherche de financements complémentaires.

Dans ce contexte, la commission sollicite le soutien des communes membres mais aussi celui de la Région Nouvelle Aquitaine, du Conseil Départemental, de Bordeaux Métropole, de la Chambre de l'Agriculture, de l'Agence de l'Eau Adour Garonne et des partenaires associatifs.

→ **M. DUTRUCH ne prend pas part au vote.**

→ **Vote à l'unanimité** pour accorder une subvention à la commission syndicale des Marais de Montferrand pour la reconstruction de la maison des Marais d'un montant de 3 800€.

## **27. Modification des statuts de la Communauté de Communes du Secteur de Saint Loubès**

→ M. le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver les statuts modifiés ci- dessous avec une mise en application au 1er janvier 2020 :

### **STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

#### **Article 1 : Création**

En application des articles L 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé une Communauté de Communes entre les communes de Beychac et Cailleau, Montussan, Sainte Eulalie, Saint-Loubès, Saint-Sulpice-et-Cameyrac et Yvrac.

Elle prend la dénomination de **Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès**

Son siège est fixé au 30 bis Chemin de Nice 33450 Saint-Loubès. Les séances du conseil de la Communauté de Communes pourront se tenir au siège de la Communauté de Communes ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres.

#### **Article 2 : Durée**

La Communauté de Communes est formée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute dans les conditions prévues au Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Article 3 : Modalités d'élargissement**

La Communauté de Communes pourra être étendue à toute commune qui en fera la demande dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **Article 4 : Organe délibérant**

La Communauté de Communes est administrée par un organe délibérant appelé Conseil Communautaire. Celui-ci a compétence pour régler par ses délibérations, les affaires de la Communauté de Communes. Il vote le budget et approuve les comptes.

Le conseil est constitué de membres délégués élus selon les règles fixées par la loi.

Le nombre de délégués est fixé à dix-sept. Chaque commune est représentée au minimum par deux délégués. La répartition des cinq autres délégués s'effectue selon la population communale à la proportionnelle et à la plus forte moyenne. Aucune commune ne peut donc avoir plus de la moitié des représentants. La répartition est donc fixée comme suit :

Beychac et Cailleau : 2

Montussan : 2

Sainte-Eulalie : 3

Saint-Loubès : 5

Saint-Sulpice-et-Cameyrac : 3

Yvrac : 2

#### **Article 5 : Le Président**

- Le Conseil de la Communauté de Communes élit son Président. Celui-ci en est l'organe exécutif.

- Ses attributions sont celles prévues à l'article L 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.

- Il convoque et préside les réunions tant du bureau que du conseil et en dirige les débats. Il exécute les décisions prises par ces deux organes, ordonne les dépenses et prescrit l'exécution des recettes.

- Le Président est seul chargé de l'administration. Il nomme aux emplois créés par le conseil de la Communauté de Communes.

- Il représente la Communauté de Communes en justice.

- En vertu de l'article L 5211-09 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera assisté du premier Vice-Président auquel il peut déléguer une partie de ses fonctions. Il peut également déléguer certains pouvoirs aux autres vice-présidents.

#### **Article 6 : Le bureau**

Le Bureau est composé du Président et de Vice-Présidents de telle sorte que chaque commune soit représentée et dont le nombre sera librement déterminée par l'organe délibérant conformément aux dispositions de l'article 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Article 7 : Fonctionnement du conseil de la Communauté de Communes et du bureau**

- Les règles de convocation du Conseil, les règles du quorum, les règles de validité des délibérations sont celles prévues au Code Général des Collectivités Territoriales, et le règlement intérieur de l'assemblée.

- Le bureau pourra recevoir toute délégation du Conseil autorisée par la loi.

- Les règles de fonctionnement du Bureau sont définies par son règlement intérieur.

- Le Conseil de la Communauté de Communes élit en son sein les membres des commissions et groupes de travail spécialisés chargés de préparer les décisions du Conseil.

#### **Article 8 : Les compétences**

Cette Communauté de Communes exerce de plein droit, au lieu et place des communes membres les compétences dont la liste suit :

#### **Article 9 : Ressources**

Les ressources de la Communauté de Communes sont constituées :

- des produits de la fiscalité propre Cotisation Economique Territoriale (CET) composée de :

- Cotisation foncière des entreprises
- Taxe d'habitation
- Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
- Taxe sur foncier non bâti (part départementale)
- Imposition forfaitaire sur les réseaux
- Taxe sur les commerces.

- de la dotation globale de fonctionnement, des compensations et des autres concours financiers de l'Etat notamment des dotations prévues à l'article L 5211-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- des subventions, participations, fonds de concours, reçus de l'Union Européenne, de l'Etat, des communes et autres collectivités territoriales etc...

- des sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des personnes morales de droit privé, en échange d'un service rendu.
- du revenu de ses biens meubles et immeubles.
- du produit des taxes, redevances ou contributions correspondants aux services assurés.
- du produit des emprunts.
- des dons et legs.

La Communauté de Communes adopte la taxe professionnelle unique (TPU) dans les conditions prévues par le Code Général des Impôts et en particulier l'article 1609 du Code Général des Impôts.

#### **Article 10 : Attribution de compensation**

Le produit de l'ancienne TPU, conformément aux dispositions de la loi et à l'esprit fondateur de la communauté est utilisé de la façon suivante :

- En premier lieu, le produit de la TPU est destiné à financer les charges de l'EPCI, qu'il s'agisse des charges transférées initialement par les communes et évaluées par la commission d'évaluation des charges ou de nouvelles charges décidées ultérieurement par le groupement. Cette commission locale d'évaluation des transferts de charges sera créée conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général de Impôts.
- En second lieu, la Communauté de Communes assure à chaque commune une attribution de compensation égale au produit de TP que percevait la commune l'année précédant l'instauration de la fiscalité communautaire, augmentée des compensations prévues dans la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 (article 86-V°2°), y compris les rôles supplémentaires qui pourraient être émis au titre de la même année de référence, diminuée du montant des charges nettes transférées au groupement.

#### **Article 11 : Dotation de solidarité**

Pour tous investissements réalisés, il est institué une dotation de solidarité dont les critères de répartition sont fixés par l'organe délibérant.

La révision sera biennale

#### **Article 12 : Modification des statuts**

La modification des statuts interviendra dans des formes identiques à celles requises pour l'acte fondateur.

#### **Article 13: Conditions financières et patrimoniales**

Les biens nécessaires à l'exercice des compétences sont mis à disposition à titre gratuit et de plein droit à la Communauté de Communes.

#### **Article 14 : Affectation des personnels**

Le tableau des emplois nécessaires au fonctionnement de la Communauté de Communes sera défini par l'organe délibérant, après avis de la Commission Administrative Paritaire compétente.

#### **Article 15 : Le receveur**

Les fonctions de receveur seront exercées par le comptable de Cenon.

#### **Article 16 :**

La Communauté de Communes pourra, dans le cadre de ses compétences, adhérer à un syndicat mixte sans avoir à consulter les communes membres.

L'adhésion est décidée par le conseil de la communauté statuant à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés.

→ Le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, décide :

- ✓ d'approuver les modifications des statuts comme définies ci-avant,
- ✓ de demander au Préfet de modifier son arrêté du 18 décembre 2000, complété par ses arrêtés du 4 novembre 2004, des 8 mars 2006, 4 septembre 2006, du 14 juin 2007, du 3 novembre 2008, du 5 mars 2009, du 10 janvier 2012, 17 mai 2013, du 8 juillet 2014, 23 juin 2016, 26 décembre 2016, 28 décembre 2017, 9 mai 2018, 5 juillet 2019,
- ✓ d'approuver les nouveaux statuts et leurs annexes avec une mise en application au 1er janvier 2020.

### **28. Renouvellement de la convention avec le Centre Gestion de la Gironde pour usage du service remplacement**

→ M. le Maire propose de renouveler l'adhésion au service de remplacement du CDG33 qui permet, au travers d'une convention signée pour une durée d'un an, de bénéficier de la mise à disposition de personnel en vue de pallier l'absence momentanée de l'un de nos agents ou de pouvoir assurer des missions temporaires de renfort pour les services.

Cette convention a pour but de déterminer les modalités pratiques de mise en œuvre du service en question. Pour ce faire, il convient de transmettre la fiche d'intervention dûment complétée et signée.

En cas de réponse positive, l'agent de remplacement dépendra administrativement du CDG qui s'occupera aussi de sa rémunération.

Durant sa mission, cet agent sera placé sous l'autorité fonctionnelle de la collectivité, qui gère notamment son emploi du temps et les différents droits auxquels il peut prétendre.

La collectivité bénéficie de l'affectation d'un agent de remplacement et rembourse au CDG le cout salarial global, assorti d'une participation aux frais de gestion correspondant à 5% de ce coût salarial.

Cet agent sera évalué au terme de sa mission.

→ **Vote à l'unanimité** pour valider le renouvellement de convention relative au service de remplacement proposé par le Centre de Gestion de la Gironde.

## **29. Avancements de grades**

→ M. le Maire explique que, suite à l'avis favorable de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la Gironde, il est proposé au Conseil Municipal de voter l'avancement de grade de 4 agents donnant pleine satisfaction dans l'accomplissement de leurs missions, à compter du 31 décembre 2019.

Monsieur le Maire propose de créer, au tableau des effectifs, à compter du 31 décembre 2019 :

- un poste de rédacteur principal de 2ème classe,
- un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe,
- un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe,
- un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe.

Et donc de supprimer :

- un poste de rédacteur,
- un poste d'adjoint d'animation,
- un poste d'adjoint technique,
- un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe.

→ M. GOUDEAU rappelle que dans la note DOB, il est mentionné que les charges de personnel restent stables alors qu'il y a des avancements de grades et autres.

→ M. le Maire répond qu'il y a des départs en retraite et des réorganisations de services qui permettent de maintenir l'équilibre des charges de personnel.

→ **Vote à l'unanimité** pour modifier le tableau des effectifs à compter du 31 décembre 2019 comme détaillé ci-dessus.

## **30. Mise en conformité du dispositif de gratification exceptionnelle et révision du dispositif de regime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)**

→ M. le Maire rappelle la nécessité de faire évoluer le dispositif de gratification exceptionnelle, celui-ci n'étant plus conforme à la législation en vigueur.

Pour rappel, le dispositif actuel de gratification exceptionnelle, instauré en 1977, prévoit le versement annuel de 1 032.08€ brut pour les agents à temps complet (proratisé en fonction du temps de travail) en 2 fois dans l'année (une moitié versée en mai et l'autre versée en novembre).

Les agents sont éligibles s'ils ont une ancienneté minimale de 6 mois dans la collectivité.

Les agents bénéficiaires sont les suivants :

- Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)
- Agents de droit public en contrat à durée indéterminée
- Agents de droit public en contrat à durée déterminée
- Agents de droit privé en contrat à durée déterminée

Une phase d'information et de concertation avec les agents a été menée ces dernières semaines au travers :

- De réunions associant les représentants élus des agents siégeant au comité technique
- D'une réunion avec l'ensemble des responsables de services
- D'une permanence des représentants des agents à destination des agents pour informer et recueillir leur avis
- De temps d'échanges et d'explications plus informels au sein de chaque service

La proposition de nouveau dispositif est donc la suivante :

Montant :

- Le montant annuel de gratification exceptionnelle reste inchangé à savoir 1 032.08€ brut pour un agent à temps complet
- Le montant octroyé par salarié est proratisé en fonction du temps de travail de l'agent
- Le versement sera désormais mensuel

Les agents bénéficiaires restent les mêmes, à savoir :

- les fonctionnaires (titulaires et stagiaires),
- les agents de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée,
- les agents de droit privé en contrat à durée déterminée,

ayant une ancienneté minimale de 6 mois dans la collectivité à la date du 1er janvier 2020.

Modalités de mise en œuvre :

- Intégration de la gratification exceptionnelle actuelle dans le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel pour tous les agents éligibles au RIFSEEP (partie IFSE en application de la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017).
- Elargissement de l'éligibilité au RIFSEEP pour tous les contractuels recrutés sur le fondement des articles 3, 3-1, 3-2 et 3-3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- Intégration du montant de la gratification exceptionnelle dans le taux horaire de rémunération des agents contractuels de droit privé.

- Intégration de la gratification exceptionnelle dans le régime indemnitaire des agents de police municipale (IAT et indemnité spéciale de fonctions).

#### Modulations du montant :

##### \* Modulation de l'IFSE et du CIA (RIFSEEP) du fait des absences :

- En cas de congé maladie ordinaire (hors congés de maternité et de paternité et d'adoption), ou de congés de longue maladie :
  - Instauration d'un socle de 4 jours par année civile sur lequel les absences pour maladie ordinaire et longue maladie n'ont pas d'incidence en matière de RIFSEEP et de régime indemnitaire.
  - L'IFSE et du CIA seront diminués de 1/30ème par jour d'absence dès le 5ème jour d'absence par année civile.

##### \* Modulation du régime indemnitaire (IAT et ISF) du fait des absences :

- En cas de congé maladie ordinaire (hors congés de maternité et de paternité et d'adoption), ou de congés de longue maladie :
  - Instauration d'un socle de 4 jours par année civile sur lequel les absences pour maladie ordinaire et longue maladie n'ont pas d'incidence en matière de RIFSEEP et de régime indemnitaire.
  - Le régime indemnitaire (IAT et ISF) sera diminué d'1/30ème par jour d'absence dès le 5ème jour d'absence par année civile.
- En cas de congés pour maladie professionnelle ou accident de travail/accident de service, l'IFSE et le CIA ou le régime indemnitaire sont maintenus intégralement.
- En cas de congés annuels, de congés de maternité ou de paternité ou pour adoption, l'IFSE et le CIA ou le régime indemnitaire sont maintenus intégralement.
- En cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE et le CIA ou le régime indemnitaire sont réduits au prorata du temps de travail effectué sur la période concernée.
- En cas de congés de longue durée (maladies graves), l'IFSE et le CIA ou le régime indemnitaire sont versés à hauteur de 50% dès la classification en congés de longue durée.

M. le Maire rappelle qu'au-delà du seuil de 20 jours d'absence par an (pour maladie ordinaire, longue maladie ou maladie longue durée, la réévaluation du RIFSEEP ou du régime indemnitaire de l'agent n'est pas possible lors de l'entretien professionnel).

Le Comité Technique a émis un avis favorable à l'unanimité lors de sa séance du 28 novembre 2019.

Toutes les dispositions de la délibération n°D-2017-12-18 du 18 décembre 2017 instaurant le RIFSEEP non contraires aux dispositions de la présente délibération restent applicables et notamment les groupes de fonctions et plafonds qui s'y rapportent.

#### → **Vote à l'unanimité** pour :

- approuver le dispositif et les modifications quant aux modalités de mise en œuvre du RIFSEEP et du régime indemnitaire tels que présentés ci-dessus dont l'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2020,
- autoriser M. le Maire à procéder à l'attribution individuelle de l'IFSE et du CIA selon les critères évoqués ci-dessus,
- autoriser M. le Maire à procéder à l'attribution individuelle du régime indemnitaire selon les critères évoqués ci-dessus,
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

## **31. Protocole transactionnel avec la société Atlantic Route pour la libération d'une parcelle communale**

→ M. DUTRUCH explique que la société Atlantic Route est locataire d'un terrain d'une superficie totale de 4 309m<sup>2</sup> dans le cadre d'un bail commercial de 9 ans signé avec la société SOP Atlantique.

Après recherche, il ressort qu'en partie de l'emprise sur laquelle sont édifiées les installations d'Atlantic Route, correspond à un chemin rural appartenant à la Commune qui permet d'accéder au ruisseau du Guâ.

Ce chemin rural correspond à une superficie de 1 035m<sup>2</sup>.

Aux termes des échanges avec la société Atlantic Route et dans l'objectif d'éviter une procédure contentieuse longue, un accord transactionnel a été établi en vue d'une libération immédiate de la zone par la société Atlantic Route.

L'indemnité est fixée à 28 500€. Elle correspond à une partie des coûts relatifs aux déplacements de stocks de matériaux et à la remise en état du chemin rural.

→ M. GOUDEAU demande si le portail sera enlevé et l'accès ouvert.

→ M. DUTRUCH répond par l'affirmative.

→ M. GOUDEAU demande si les camions d'Atlantic Route sortiront par ce même accès car cela implique beaucoup de dépôts de terre sur la route.

→ M. DUTRUCH répond par l'affirmative et précise qu'il y aura une évolution d'activité.

→ **Vote à l'unanimité** pour approuver le protocole transactionnel établi avec la société ATLANTIC ROUTE.

## **32. Tarifs Régie 2020**

→ M. DUTRUCH propose d'approuver l'ensemble des tarifs des services municipaux listés dans le tableau ci-dessous, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

PRESTATIONS MUSICALES tarifs mensuels		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
Eveil musical		12,50€	19,00€
Formation musicale	Cours individuel de 30 minutes		
	Adulte 1 instrument	30,00 €	48,00 €
	2 instruments	46,00 €	Pas accepté
	1 enfant 1 instrument	24,00 €	42,00 €
	Tarif par enfant 2 instruments	38,00 €	Pas accepté
	2 enfants 1 instrument	22,00 €	36,00 €
	Tarif par enfant 2 instruments	33,00 €	Pas accepté
	3 enfants 1 instrument	20,00 €	33,00 €
	Tarif par enfant 2 instruments	30,00 €	Pas accepté
	4 enfants 1 instrument	18,00 €	30,00 €
	Tarif par enfant 2 instruments	28,00 €	Pas accepté
Chant enfant		24,00 €	42,00 €
Chant adulte		28,00 €	44,00 €
Cours collectifs (pour les débutants)		20,00 €	35,00 €
Ensemble (rock, clarinette...) Si uniquement		6,00 €	10,00 €
Si au moins 1 cours d'instrument		gratuit	gratuit
Orchestre municipal		gratuit	gratuit
Chorale		gratuit	5,00 € à partir du 1er septembre 2020
Inscription stage musique (clarinette ou autre) /jour			
Danse tarifs mensuels		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
adulte		25,00€	35,00 €
Adulte danse jazz + classique		40,00€	60,00€
1 enfant		18,50€	28,50 €
2 enfants Tarif par enfant		16,50 €	26,50 €
3 enfants Tarif par enfant		15,50 €	25,50 €
Danse Jazz + Classique		32,00 €	40,00 €
Danse Jazz + Classique (2 enfants/Tarif par enfant)		25,00 €	35,00 €
Vente du DVD - Gala de danse		10,00 €	
Restauration		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
Enfant		2,70 €	3,60 €
Adulte		4,30 €	
Portage de repas à domicile		4,55 €	
Restauration PAI		1,20 €	
ALSH - APS		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
APS 1/2h Pourcentage QF		QF*0,059%	QF*0,059%*30%
APS/ALSH POURCENTAGE QF journée		QF*1,16%	QF*1,16%*30%
APS/ALSH POURCENTAGE QF1/2j		QF*0,47%	QF*0,47%*30%
ALSH POURCENTAGE QF repas		QF*0,245%	QF*0,245%*30%
Cimetière		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
dépositaire	entrée	27,00 €	
	sortie	27,00 €	
	séjour	10,50 €	
	(par mois)	51,00 €	
concession (m²) Loume		42,00 €	
		54,00 €	
concession Bourg (forfait)		280,00 €	
		375,00 €	
concession colobarium (forfait)		800,00 €	
		1 075,00 €	
Plaque colombarium		80,00 €	
Vacances sportives		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
QF inf à 500 / jour		11,00 €	11,00 €
QF sup à 500 / jour		13,00 €	13,00 €
Multisport		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
QF inf à 500 / année		78,00 €	78,00 €
QF sup à 500 / année		88,00 €	88,00 €
Eveil Sportif 3 - 5 ans		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
QF inf à 500 / année		75,00 €	75,00 €
QF sup à 500 / année		85,00 €	85,00 €
Droit de plaçage		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
mètre linéaire		Gratuit	
Salles municipales		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
salle des fêtes (weekend)		285,00 €	600,00 €
foyer des anciens (weekend)		145,00 €	400,00 €
Salle de réunion (weekend)		145,00 €	400,00 €
Caution location de salle		850,00 €	850,00 €
Prêt de salle à la journée du lundi au jeudi hors jour férié	Salle des fêtes	150,00 €	250,00 €
	Foyer des anciens	80,00 €	160,00 €
	Salle de réunion	80,00 €	160,00 €
prêt tables (5)			
prêt chaises (20)			
Tarif table perte et casse - table blanche sdf		100,00 €	100,00 €
Tarif table perte et casse - table ronde		165,00 €	165,00 €
Tarif table perte et casse - ancienne table sdf		85,00 €	85,00 €
Tarif table perte et casse - table blanche 80*120		85,00 €	85,00 €
Tarif table perte et casse - plateau blanc		55,00 €	55,00 €
Tarif table perte et casse - tréteau		6,50 €	6,50 €
Tarif chaise perte et casse - Salsa		30,00 €	30,00 €
Tarif chaise perte et casse - Coquille		26,50 €	26,50 €
Tarif chaise perte et casse - en bois pliante		26,50 €	26,50 €
Banc		60,00 €	60,00 €
Caution prêt tables ou chaises prix unitaire * nb emprunté		Pas de prêt	Pas de prêt
Festivités		Commune	Hors commune
		01/01/2020	01/01/2020
Spectacles - Concert jeunes - Divers sur réservation		5,00 €	5,00 €
Spectacles - Concert jeunes - Divers sur place		8,00 €	8,00 €
Théâtre concert ballet opérette		5,00 €	5,00 €
Emplacement SANTEUFOLIE (+vide grenier)/mètre linéaire		2,50 €	2,50 €

Sortie concert Rocher PALMER	4,00 €	4,00 €
Thé dansant (individuelle)	10,00 €	10,00 €
Repas du 3ème âge	15,00 €	15,00 €
Repas festivités (jumelage...)	35,00 €	35,00 €
Repas festivités (jumelage...) famille d'accueil	0,00 €	0,00 €
Marché mercredi matin	0,00 €	0,00 €
Copie de document	Commune	Hors commune
	01/01/2020	01/01/2020
Copie A4 noir et blanc	0,18 €	0,18 €
Copie A4 couleur	0,90 €	0,90 €
Disquette	1,83 €	1,83 €
cd-Rom	2,75 €	2,75 €
Maison des Arts (MDA)	Commune	Hors commune
	01/01/2020	01/01/2020
PROJET DANS LA MDA participation à l'entretien et la gestion si validation du projet	commune	hors commune
	2020	
Incrémentation	par 1/2 journée	
Nombre de journées	Base journée	
0,5	40,00 €	45,00 €
1	50,00 €	60,00 €
1,5	60,00 €	75,00 €
2	70,00 €	90,00 €
2,5	80,00 €	105,00 €
3	90,00 €	120,00 €
3,5	100,00 €	135,00 €
4	110,00 €	150,00 €
4,5	120,00 €	165,00 €
5	130,00 €	180,00 €
5,5	140,00 €	195,00 €
6	150,00 €	210,00 €
6,5	160,00 €	225,00 €
7	170,00 €	240,00 €
7,5	180,00 €	255,00 €
8	190,00 €	270,00 €
8,5	200,00 €	285,00 €
9	210,00 €	300,00 €
9,5	220,00 €	315,00 €
Médiathèque		Hors commune
	01/01/2020	01/01/2020
Stage seniors	10,00 €	10,00 €
Formation découverte thématique / mois - de 18 ans	0,00 €	0,00 €
Formation découverte thématique / mois + de 18 ans	10,00 €	10,00 €
Copie A4 noir et blanc	0,25 €	0,25 €
Copie A4 couleur	1,00 €	1,00 €
Copie A3 noir et blanc	0,50 €	0,50 €
Copie A3 couleur	2,00 €	2,00 €
Livre adulte	25,00 €	25,00 €
Livre jeunesse	15,00 €	15,00 €
Magazine	10,00 €	10,00 €
Quotidien	5,00 €	5,00 €
CD	25,00 €	25,00 €
DVD	50,00 €	50,00 €
Partition	30,00 €	30,00 €
Liseuse	300,00 €	300,00 €
Jeu vidéo	70,00 €	70,00 €
Jeu de société	50,00 €	50,00 €
Carte de lecteur	5,00 €	5,00 €

→ **Vote à l’unanimité.**

### 33. Décision Modificative N°7 – Budget Communal

→ M. MARIE propose de procéder à la décision modificative n°7 suivante sur le budget communal :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-023-01 : Virement à la section d’investissement	0.00€	5 890.00€	0.00€	0.00€
<b>TOTAL D 023 : Virement à la section d’investissement</b>	<b>0.00€</b>	<b>5 890.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>
R-722-020 : Immobilisations corporelles	0.00€	0.00€	0.00€	5 890.00€
<b>TOTAL R 042 : Opérations d’ordre de transfert entre sections</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>5 890.00€</b>
D-6535-01 : Formation	2 000.00€	0.00€	0.00€	0.00€
D-65541.01 : Contributions au fonds de compensation des charges territoriales	0.00€	7 200.00€	0.00€	0.00€
D-65548-01 : Autres contributions	5 200.00€	0.00€	0.00€	0.00€
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>7 200.00€</b>	<b>7 200.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>7 200.00€</b>	<b>13 090.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>5 890.00€</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>				
R-021-01 : Virement de la section de fonctionnement	0.00€	0.00€	0.00€	5 890.00€
<b>TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>5 890.00€</b>
D-2113-411 : Terrains aménagés autres que voirie	0.00€	4 122.27€	0.00€	0.00€
D-21318-020 : Autres bâtiments publics	0.00€	458.05€	0.00€	0.00€
D-2151-822 : Réseaux de voirie	0.00€	1 309.68€	0.00€	0.00€
<b>TOTAL D 040 : Opérations d’ordre de transfert entre sections</b>	<b>0.00€</b>	<b>5 890.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>
R-1346-814 : Participations pour voirie et réseaux	0.00€	0.00€	0.00€	20 431.00€
<b>TOTAL R 13 : Subventions d’investissement</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>20 431.00€</b>

D-2111-820 : Terrains nus	0.00€	92 000.00€	0.00€	0.00€
D-2121-830 : Plantations d'arbres et d'arbustes	2 000.00€	0.00€	0.00€	0.00€
D-2128-830 : Autres agencements et aménagements de terrains	0.00€	2 000.00€	0.00€	0.00€
D-21318-020 : Autres bâtiments publics	92 000.00€	0.00€	0.00€	0.00€
D-21534-814 : Réseaux d'électrification	0.00€	20 431.00€	0.00€	0.00€
<b>TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles</b>	<b>94 000.00€</b>	<b>114 431.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>0.00€</b>
<b>Total INVESTISSEMENT</b>	<b>94 000.00€</b>	<b>120 321.00€</b>	<b>0.00€</b>	<b>26 321.00€</b>
<b>Total Général</b>	<b>32 211.00€</b>		<b>32 211.00€</b>	

→ **Vote à l'unanimité.**

### **34. Consultation pour levé topographique, détection de réseaux et diagnostics amiante et termites pour le projet de nouvelle salle de sport et de vestiaires de foot**

→ M.COMPAGNON explique que dans le cadre du projet de nouvelle salle de sport, il convient de faire établir un levé topographique. Pour ce faire, le cabinet AB6 FEDER-LAFARGUE Géomètres a adressé un devis pour un montant de 1 100€HT (1 320.00€TTC) qu'il convient de valider.

Par ailleurs et dans le cadre du projet de nouvelle salle de sport, il convient de procéder à un relevé des réseaux existants ; à cet effet une consultation a été menée et trois offres reçues :

- L'une de la société ADRE pour un montant total de 2 110€HT (2 532€TTC),
- Une autre de la société ADETEC pour un montant total de 2 250€HT (2 700€TTC),
- Enfin une dernière de la société GEOSAT pour un montant total de 3 980€HT (4 776€TTC).

Enfin, dans le cadre du projet de nouvelle salle de sport, il convient de procéder aux diagnostics amiante et termites des anciens vestiaires de football en vue de leur future démolition; à cet effet une consultation a été menée :

- Une offre a été émise par le groupe QUALICONSULT pour un montant de 1 100€HT (1 320€TTC) + coût unitaire des prélèvements : 42€HT (50.40€TTC),
- Une offre de la société APAVE pour un montant de 320€HT (384€TTC) + coût unitaire des prélèvements : 80€HT (96€TTC).

→ M. COMPAGNON propose de retenir les offres d'AB6 Géomètre, ADRE et APAVE

→ **Vote à l'unanimité.**

### **35. Consultations pour l'achat de blocs béton**

→ M. YANINI explique qu'afin de limiter le stationnement sauvage sur les parcelles appartenant à la Mairie aux abords du cinéma, il convient d'acheter et de faire livrer sur site des blocs béton. Une consultation a été menée et trois devis reçus :

- L'un de la société BLOC STOP pour un montant de 9 060€HT (10 872€TTC),
- L'un de la société MSRE pour un montant de 3 415.50€HT (4 098.60€TTC) mais sans le déchargement,
- L'un de la société CELONA pour un montant de 3 426.70€HT (4 112.04€TTC), déchargement inclus.

→ M. BLANCHARD demande si le cinéma participe à ces dépenses

→ M. le Maire indique que la société Grand Ecran prend en charge 50% de la dépense totale ou des 50% des achats à sa charge.

→ M. YANINI propose de retenir l'offre de la société CELONA.

→ **Vote à l'unanimité.**

### **36. Questions diverses**

→ Information sur la patinoire qui fonctionnera du 7 au 22 décembre 2019 sous la halle Saint Exupéry.

→ Repas des aînés le 14 décembre.

→ Spectacle offert aux enfants le 17 décembre à 17h à la salle des fêtes.

→ **Proposition de M. BLANCHARD** qui expose les risques concernant les véhicules Avenue Gustave Eiffel tournant à gauche pour accéder au parking de la Boulangerie Perrin : proposition d'une interdiction de tourner à gauche.

→ M. le Maire répond que c'est un vrai souci et que pour améliorer les choses, la sortie a été élargie, mais qu'il reste en attente de l'aménagement d'un rond-point sur ce secteur pour régler le problème.

**Fin de la séance à 20h15**